

La CEDEAO et son envoyé spécial Ibn Chambas, Conakry décline l'offre

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Désigné **Envoyé spécial** de la CEDEAO en Guinée, dans le but de « renforcer le dialogue avec les autorités de la Transition », Ibn Chambas ne sera peut-être pas à Conakry pour cette énième mission en Guinée. Pour cause, le président de la transition guinéenne, Colonel Mamadi Doumbouya, vient, dans une lettre adressée au président ghanéen, président en exercice de la CEDEAO, exprimer sa position en ces termes :

« [] la nomination d'un envoyé spécial ne nous paraît ni opportun, ni urgent dans la mesure où aucune crise interne, de nature à compromettre le cours normal de la transition, n'est observée. La mise en place des organes de la transition se déroule comme prévu, dans un climat apaisé et en parfaite symbiose avec les forces vives du pays ».

Lisez le **courrier adressé au chef de l'Etat ghanéen, Nana Akufo-Addo**



A

SON EXCELLENCE MONSIEUR NANA ADDO DANKWA AKUFO-ADDO
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU GHANA
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO

- ACCRA -

S/C Voie diplomatique

**Objet : Sommet extraordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la
CEDEAO sur la situation en Guinée et au Mali**

Excellence Monsieur le Président,

J'ai pris connaissance des conclusions et décisions issues du 3^{ème} Sommet
extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la
CEDEAO, tenue le 7 novembre 2021 à Accra, sur la situation en République de
Guinée et en République du Mali.

Concernant mon pays, j'ai particulièrement noté la reconnaissance par le Sommet
des avancées enregistrées dans le déroulement du processus de Transition.

Je tiens à vous réitérer que mon engagement demeure ferme à tout mettre en œuvre
pour poursuivre ce processus de manière inclusive et concertée, conformément aux
dispositions de la Charte de la Transition servant de Constitution provisoire.

De même, la disponibilité du Gouvernement est sans équivoque pour entretenir un
dialogue constant et une coopération étroite avec la CEDEAO durant cette phase
cruciale de la vie de notre Nation.

Cependant, la nomination d'un Envoyé Spécial ne nous parait ni opportun, ni urgent
dans la mesure où aucune crise interne, de nature à compromettre le cours normal
de la Transition, n'est observée. La mise en place des organes de la Transition se
déroule comme prévu, dans un climat apaisé et en parfaite symbiose avec les Forces
Vives du pays.

Néanmoins, nous restons disposés à recevoir les missions ponctuelles de la
Commission de la CEDEAO, comme celle qui a récemment séjourné à Conakry,
pour travailler avec le Gouvernement sur les axes d'accompagnement technique en
vue d'un retour à l'ordre Constitutionnel normal.

En vous remerciant par avance de votre compréhension et en vous renouvelant ma
gratitude, je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président**, l'expression de
ma très haute considération.

Colonel Mamadi DOUMBOUYA

Président de la Transition
Chef de l'État



Ibn Chambas, la Guinée et l'opinion publique

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Opinion

Désigné **Envoyé spécial** de la CEDEAO en Guinée, dans le but de « renforcer le dialogue avec les autorités de la Transition », Ibn Chambas est presque « chez lui » en Guinée. Souvent associé à cette image de la Guinée en crise, c'est avant tout son travail « médiateur de crises ». **Ibn Chambas** ne fait, toutefois, pas l'unanimité auprès des acteurs politiques mais aussi des citoyens qui ont souvent soupçonné le médiateur de « partialité » et surtout de manque de résultats dans ses précédentes missions de médiateur en Guinée.

Nous vous proposons quelques réactions d'acteurs politiques guinéens mais aussi de citoyens qui ont exprimé leurs opinions sur les réseaux sociaux.

Pour dame **Fatou Baldé Yansané**, Ibn Chambas “vient en Guinée [depuis 2008] pour compliquer les crises”



Fatou Baldé Yansane

19 h · 🌐



Ibrahima Gambari, envoyé des Nations Unies pour la résolution de la crise Birmane en 2008, quand il a vu la résistance de la junte il est retiré après des tentatives pourtant prometteuses. C'est ça la dignité et le professionnalisme.

Mohamed Ibn Chambas depuis 2008 il vient en Guinée pour compliquer les crises il n' jamais obtenu de résultats et ne démissionne pas. Il est devenu un vrai affairiste de la crise en Guinée avec des soupçons de corruption, malgré le manque de résultats il vient quand même sans scrupule ni gêne. Il faut qu'on nous respecte. Récusons le



Dans le même ordre d'idées, Fadiga s'interroge sur le bien fondé de cette mission sachant que Ibn Chambas a toujours échoué dans ses précédentes missions en Guinée.



🇳🇮 🇬🇭 🇬🇧 Alhoussein Fadiga #Peace&Love

@kipe76



Chambas revient-il en [#Guinée](#) pour faire des révélations sur ses multiples échecs à éteindre une interminable crise politique?

L'argument de la [#CEDEAO](#) qu'il connaisse la guinée est pour moi Guinéen trop léger dans la balance. Cette fois la mission s'appellera comment?

[#Kibaro](#)

8:45 AM · 8 nov. 2021 · Twitter for Android

Ce tweet pointe la responsabilité du président ghanéen dans le choix de Ibn Chambas qualifié de "casting raté".



Moussa Joseph Faye 🇩🇪

@Jolaye



#CEDEAO-#Guinée: Le casting raté de Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO sur la nomination inopportune du diplomate Mohamed Ibn Chambas pour aider la #transition #militaire.
#Confidentielafrique #Pouvoir

2:50 PM · 8 nov. 2021 · Twitter for Android

Récuser cette mission, c'est un positionnement fréquemment affiché par les internautes guinéens.



Piment Doux 🇩🇪

@OumouHeisenberg



Que la @ecowas_cedeao envoie en Guinée #Chambas qui depuis 13 ans n'a pu résoudre aucune crise #Guineenne en dit long sur leur volonté à accompagner cette transition.
Nous récusons cette délégation et que Mr #chambas sache qu'il n'est pas le bienvenu en #Guinee

8:51 AM · 8 nov. 2021 · Twitter for iPhone

En revanche, certains pensent qu'il faudrait plutôt chercher les responsabilités au niveau des autorités du pays. Selon eux, comme Bangoura, Ibn Chambas "a toujours réussi à faire bouger les lignes".



Bangoura khamè 🇸🇳

@ambangoura

...

Je ne sais pas ce que les gens ont contre le médiateur de la CEDEAO en Guinée...

[#ibn_chambas](#) a toujours réussi à faire bouger les lignes ici en 2007 et 2009. Il a échoué lorsque les autorités en place ont refusé de coopérer comme c'était le cas avec Alpha Condé.

11:46 AM · 8 nov. 2021 · Twitter for Android

Pour **Faya Millimouno**, président du parti Bloc Libéral

« Ibn Chambas Comme envoyé spécial de la CEDEAO, ce n'est pas un mauvais choix. On peut considérer que depuis qu'il était lui-même à la CEDEAO et depuis qu'il était dans le système des Nations-Unies, il était devenu le spécialiste de la Guinée. Donc, il a une meilleure connaissance des crises récurrentes de la Guinée. Il était au-devant de la scène en 2010, tout au long de la présidence du président Alpha Condé. Si donc il est remis encore sur la scène, nous pensons que ce n'est pas un mauvais choix »

Quant au président du parti UDG **Mamadou Sylla**

« C'est quelqu'un qui connaît la Guinée. Depuis longtemps, il vient en Guinée, bien-sûr que les gens l'avaient critiqué surtout l'opposition. Alors, vraiment si c'est la CEDEAO qui l'envoie, c'est bien. Moi je le connais, c'est quelqu'un que je connais. D'abord il connaît bien la Guinée, il était là tout le temps. Je ne sais pas qu'est-ce qu'ils vont regarder encore. Parce qu'à un moment, l'opposition l'avait presque récusé. »

Pour le président de l'UDRG, **Bah Oury**

« Avec tout le respect que je dois à monsieur Ibn Chambas, on

aurait pu penser à une autre personnalité pour redonner plus d'entrain, d'implication, de détermination et de compréhension pour accompagner la Transition guinéenne. De par ses fonctions antérieures, M. Ibn Chambas s'était retrouvé impliqué dans les hauts et les bas de la situation guinéenne. Donc, pour accompagner la Transition, il aurait fallu une autre personnalité, qui a un regard plus lucide, neutre, et plus impartial pour agir en conformité avec des intérêts du peuple guinéen et les intérêts susceptibles de contribuer à la stabilité de l'Afrique de l'Ouest »

Dansa Kourouma président du CNOSCG pense que:

« c'est un atout du fait que Ibn Chambas soit désigné en Guinée. Il connaît les acteurs, il connaît l'histoire du pays et il connaît le pays d'une manière générale »

La CEDEAO « encourage les autorités de la Transition à soumettre rapidement un chronogramme »

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



3eme SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO SUR LA SITUATION AU MALI ET EN GUINEE

La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie en session extraordinaire, le 7 novembre 2021 à Accra, République du Ghana, sous la présidence de S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUF0-ADD0, Président de la République du Ghana, et Président en exercice de la Conférence. Ladite session avait pour objet d'évaluer l'évolution de la situation politique en République de Guinée et en République du Mali.

Étaient présents à cette Session, plusieurs Chefs d'État et de Gouvernement.

A l'issue des délibérations, la Conférence a entériné les principales conclusions contenues dans les memoranda sur la situation politique en République de Guinée et en République du Mali. Lire et télécharger le [communiqué final ICI](#).

Extraits de quelques conclusions

Transition guinéenne

“ Elle prend note des derniers développements intervenus en Guinée, notamment l'adoption de la Charte de la Transition, la nomination d'un Premier Ministre civil et la formation du Gouvernement de Transition. Elle encourage les Autorités de la Transition à soumettre rapidement un chronogramme détaillé d'activités à entreprendre dans le cadre de la transition, en vue d'assurer la tenue d'élections, conformément aux décisions issues du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenu le 16 septembre 2021. “

“ La Conférence décide de nommer S.E. le Dr Mohamed Ibn

Chambas Envoyé spécial en Guinée, dans le but de renforcer le dialogue avec les Autorités de la Transition et de favoriser la réussite d'un processus de transition dans les plus brefs délais. "

Transition malienne

" Sur le plan politique, le Président de la CEDEAO a informé la Conférence de la notification officielle par les Autorités de Transition de leur incapacité à respecter la date limite de transition de février 2022. La Conférence déplore vivement l'absence de progrès dans la préparation des élections, notamment l'absence d'un calendrier détaillé des activités pour la tenue des élections aux dates convenues."

" La Conférence rappelle la nécessité du respect du calendrier de la transition pour les élections prévues le 27 février 2022, et demande aux Autorités de la Transition d'œuvrer dans ce sens afin d'assurer le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Par conséquent, la Conférence appelle la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les autorités de transition respectent leur engagement en faveur d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel. "

Gouvernement Mohamed Béavogui

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Le 5 septembre 2021, Colonel Mamadi Doumbouya prenait le pouvoir. Depuis cette date, la Guinée vit aux couleurs du CNRD. Un mois après être arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, le nouveau président de transition, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé, mercredi 6 octobre, Mohamed Béavogui, au poste de premier ministre. Le 5 novembre, deux mois après, la liste complète du gouvernement de transition est dévoilée.

1. **Fatoumata Yarie Yansané** Gardes des sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. **Aboubacar Sidiki Camara** Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale ;
3. **Mory Condé** Ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ;
4. **Bachir Diallo** Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
5. **Morrisanda Kouyaté** Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger ;
6. **Lancine Condé** Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;
7. **Moussa Cissé** Ministre du Budget ;
8. **Julien Yombouno** Ministre du Travail et de la Fonction publique ;
9. **Louopou Lamah** Ministre de l'Environnement et du Développement durable ;

10. **Mamoudou Nagnalen Barry** Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ;
11. **Ibrahima Abé Sylla** Ministre de l'Énergie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures ;
12. **Moussa Magassouba** Ministre des Mines et de la Géologie ;
13. **Yaya Sow** Ministre des Infrastructures et des Transports ;
14. **Aminata Kaba** Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ;
15. **Ousmane Gaoual Diallo** Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;
16. **Charlotte Daffé** Ministre de la Pêche et de l'Économie maritime ;
17. **Bernard Gomou** Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises ;
18. **Diaka Sidibé** Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ;
19. **Guillaume Hawing** Ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ;
20. **Alpha Bacar Barry** Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
21. **Mamadou Péthé Diallo** Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;
22. **Rose Pola Pricemou** Ministre de la Communication et de l'Information ;
23. **Lansana Béa Diallo** Ministre de la Jeunesse et des Sports ;
24. **Aïcha Nanette Conté** Ministre de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables ;
25. **Alpha Soumah** Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ;
26. **Abdourahmane Sikhé Camara** Secrétaire général du gouvernement ;
27. **Elhadj Karamo Diawara** Secrétaire général aux Affaires religieuses.



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

GOVERNEMENT DE TRANSITION



Colonel Mamadi DOUMBOUYA

Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Chef suprême des Armées



Mohamed BÉAVOGUI
Premier Ministre



Fatoumata Yarie SOUMAH
Général des services,
Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme



Aboubacar Sidiki CAMARA
Ministre délégué
à la Présidence Chargé
des Relations Internationales



Mory CONDÉ
Ministre de l'Administration
du Territoire et
de la Décentralisation



Bachir DIALLO
Ministre de la Sécurité
et de la Protection civile



Mory Sandan KOUYATÉ
Ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération internationale
de l'Immigration africaine et
des Guichets de l'étranger



Lanciné CONDÉ
Ministre de l'Economie,
des Finances et du Plan



Moussa Cissé
Ministre du Budget



Julien YOMBOUNO
Ministre du Travail et
de la Fonction publique



Loupou LAMAH
Ministre de l'Éducation
et de Développement durable



Mamadou Nagnalen BARRY
Ministre de l'Énergie
et des Forêts



Ibrahima Abé SYLLA
Ministre de l'Intérieur
et des Territoires



Moussa MAGASSOUBA
Ministre des Mines
et de la Géologie



Yaya SOW
Ministre des Infrastructures
et des Transports



Aminata KABA
Ministre des Femmes,
des Médianités, de la Culture
et du Tourisme numérique



Ousmane Gaoual DIALLO
Ministre de l'Éducation
et de l'Enseignement de la Santé



Charlotte DAFÉ
Ministre de la Pêche et
de l'Économie maritime



Bernard GOMOU
Ministre de l'Environnement,
de l'Énergie et des Forêts
et des Ressources naturelles



Diaka SIDIBÉ
Ministre de l'Équipement
Logistique, des Travaux publics,
des Routes et de l'Énergie



Guillaume HAWING
Ministre de l'Intégration
économique et de
l'Industrie



Alpha Bacar BARRY
Ministre de l'Intégration
économique et de la Justice
Pénale



Mamadou Pathé DIALLO
Ministre de la Santé
et de l'Hygiène publique



Rosa Fola PRICÉMOU
Ministre de la Coopération
et de l'Éducation



Lansana Béa DIALLO
Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme



Aïcha Nanette CONTE
Ministre de la Protection
Civile, de l'Énergie
et des Ressources naturelles



Alpha SOUMAH
Ministre de la Culture,
de la Santé et de l'Hygiène



Abdourahmane Sika CAMARA
Ministre général
du Gouvernement



Karamo DIAWARA
Ministre général
des Affaires étrangères

Centre de Communication du Gouvernement

Gouvernement de Guinée

Gouvernement Guinée DRX361

@GuinéeGN

Gouvernement Guinée TV

www.gouvernement.guinee.gn

Réseaux sociaux

La CEDEAO se félicite «des importantes décisions qui ont été prises par les autorités de la transition»

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

En séjour à Conakry, une délégation de la CEDEAO a rencontré les autorités de la transition pour « *faire un peu le point et voir surtout dans quelle mesure la Cédéao peut accompagner de manière pratique, de manière concrète, le processus en cours* » selon Jean-Claude Kassi Brou, le président la Commission de la Cédéao

Voici l'intégralité du [Communiqué](#) de la mission de la Commission de la CEDEAO en République de Guinée

25 ministères et 2 secrétariats généraux, la structure du gouvernement de transition dévoilée

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Dans un décret lu sur les ondes à la télévision nationale ce vendredi 08 octobre 2021, le gouvernement de transition est structuré comme suit :

25 ministères et 2 secrétariats généraux

1. Gardes des sceaux, ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. Ministère délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale ;
3. Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ;
4. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile ;
5. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger ;
6. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ;

7. Ministère du Budget ;
 8. Ministère du Travail et de la Fonction publique ;
 9. Ministère de l'Environnement et du Développement durable ;
 10. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ;
 11. Ministère de l'Énergie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures ;
 12. Ministère des Mines et de la Géologie ;
 13. Ministère des Infrastructures et des Transports ;
 14. Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ;
 15. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;
 16. Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime ;
 17. Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises ;
 18. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ;
 19. Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ;
 20. Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
 21. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;
 22. Ministère de la Communication et de l'Information ;
 23. Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
 24. Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables ;
 25. Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ;
 26. Secrétariat général du gouvernement ;
 27. Secrétariat général aux Affaires religieuses.
-
-

«Une Guinée où tous les Guinéens se retrouvent» Mohamed Béavogui

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Brève allocution du nouveau premier de transition en Guinée, **Mohamed Béavogui** "Une Guinée où tous les Guinéens se retrouvent "

Vidéo [CNRD Facebook](#)

**Mohamed Béavogui nommé
premier ministre de
transition**

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Le colonel Mamady Doumbouya a nommé un vétéran du développement pour former un gouvernement de transition, un mois après le putsch contre le président Alpha Condé.

Un mois après être arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, le nouveau président de transition en République de Guinée, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé, mercredi 6 octobre, Mohamed Béavogui, un vétéran du développement sans expérience gouvernementale, au poste de premier ministre. Le colonel Doumbouya, commandant des forces spéciales qui ont renversé Alpha Condé le 5 septembre, tient ainsi sa promesse de nommer un premier ministre civil, une personnalité éloignée de la politique intérieure et peu suspecte de participation aux querelles intestines des dernières années.

Mohamed Béavogui, âgé de 68 ans, qui a été « *ancien sous-secrétaire général des Nations unies, est nommé premier ministre de la transition, chef du gouvernement* », selon le décret lu mercredi soir à la télévision publique. Depuis le putsch, celui qui a prêté serment comme président de transition vendredi a promis de rassembler les Guinéens, au-delà des appartenances politiques ou ethniques.

M. Béavogui est le fils d'un diplomate originaire de Macenta, en Guinée forestière (région du sud du pays) et le neveu par sa mère de Diallo Telli, premier secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), mort en 1977 au camp Boiro, prison symbole du régime répressif du « *père de*

l'indépendance » guinéenne, Sékou Touré. Diplômé d'ingénierie en Russie, expert du financement du développement agricole et de la gestion des risques, il a occupé plusieurs postes à responsabilités, dans le secteur privé ou dans des institutions internationales, y compris dans le système onusien.

« Refondation de l'Etat »

La junte a dit qu'elle rendrait le pouvoir aux civils après des élections à la fin d'une période de transition. Durant cette période transitoire, elle dit vouloir procéder à une « *refondation de l'Etat* », rédiger une nouvelle Constitution, lutter contre la corruption, réformer le système électoral et organiser des élections. Mais elle n'a toujours pas fixé la durée de cette transition ni précisé le contenu politique de ses plans.

Le nouveau chef du gouvernement devra proposer des ministres au colonel Doumbouya et, « *dans un délai n'excédant pas trente jours* » après la nomination des ministres, lui soumettre « *le plan d'actions* » du gouvernement, dispose la « *charte* », sorte d'acte fondamental de la transition publié le 27 septembre. Le gouvernement et son chef répondent entièrement au colonel Doumbouya, lequel approuve les noms proposés comme ministres et peut les révoquer, tout comme le chef du gouvernement. Le gouvernement « *exécute et conduit la politique de la Nation définie par le président de la transition* », dit la charte. Par ailleurs, aucun membre des institutions de transition ne pourra se présenter « *ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la transition* ».

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), inquiète de l'instabilité et d'un effet de contagion des coups d'Etat, a réclamé des élections présidentielle et législatives sous six mois. Elle a décidé de geler les avoirs financiers

des membres de la junte et de leur famille et de les interdire de voyage. Mais les experts conviennent que le colonel Doumbouya semble résolu à prendre le temps de mener à bien ses projets.

Source: Le Monde avec AFP

Guinée/ Mali: L'UE appelle au respect de feuilles de route claires débouchant sur des élections

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Communiqué de presse

L'Union européenne salue le rôle de premier plan joué par la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement consacrée à la situation politique en République de Guinée et en République du Mali, qui s'est tenue à Accra le 16 septembre dernier.

Dans ce cadre, l'Union européenne accueille favorablement la décision de la CEDEAO d'initier le processus de réexamen du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001, afin de renforcer la démocratie, la paix et la stabilité dans la région.

L'UE exprime sa profonde préoccupation au vu des situations politiques actuelles en Guinée et au Mali, réaffirme sa ferme condamnation des coups d'Etat, et exhorte l'ensemble des acteurs des deux pays à agir dans le respect de l'Etat de droit, de l'intérêt de la paix et pour le bien-être de leurs populations.

Dans cet esprit, l'UE réaffirme la nécessité que les acteurs politiques concernés garantissent des transitions inclusives et apaisées, notamment par le biais de réformes attendues par les populations. Le respect de feuilles de route claires débouchant le plus rapidement possible sur des élections libres, transparentes et équitables est à ce titre indispensable. L'UE est prête à envisager des mesures ciblées à l'encontre des dirigeants, politiques et militaires, faisant obstruction aux processus de transition.

L'Union Européenne se joint par ailleurs à la CEDEAO pour dénoncer fermement toute velléité des autorités maliennes de transition de recourir à la société paramilitaire Wagner au Mali, ce qui aurait des conséquences sur la relation entre l'Union européenne et le gouvernement de transition malien.

L'UE demeure disposée à accompagner les processus de transition en Guinée et au Mali, en étroite collaboration avec la CEDEAO, l'Union africaine, les Nations Unies et ses autres partenaires.

Cet article est republié à partir de europa.eu. Lire l'original [ICI](#)

Mamady Doumbouya prête serment comme président de transition

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Le commandant des forces spéciales qui ont renversé le président Alpha Condé le 5 septembre a été investi vendredi 1^{er} octobre dans un contexte encore flou.

Ce vendredi 1^{er} octobre a été déclaré férié. Demain la Guinée va célébrer le soixante-troisième anniversaire de la déclaration d'indépendance vis-à-vis de la France. C'est la veille de cette date symbolique pour l'histoire du pays qu'a choisie le chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya, pour prêter serment comme président, au palais Mohammed-V de Conakry pour une période de transition à la durée et au contenu toujours inconnus.

Ce qu'il a promis

Le commandant des forces spéciales qui ont renversé le président Alpha Condé le 5 septembre, en uniforme d'apparat beige, portant béret rouge et lunettes noires, a juré, devant la Cour suprême et un parterre de personnalités guinéennes et de diplomates étrangers ainsi que sa mère et son épouse, « de préserver en toute loyauté la souveraineté nationale », de « consolider les acquis démocratiques, de garantir l'indépendance de la patrie et l'intégrité du territoire national ».

Le colonel Doumbouya s'est de nouveau engagé au respect par la Guinée, pays pauvre mais aux considérables ressources minières, de tous ses « engagements nationaux et internationaux ». Il a par ailleurs assuré que, comme prévu par la « charte » de la transition, sorte d'acte fondamental publié lundi, ni lui ni aucun membre de la junte ou des organes de transition ne serait candidat aux futures élections.

Avant de lui faire prêter serment, le président de la Cour suprême Mamadou Sylla a comparé la tâche du colonel Doumbouya au pilotage d'un navire « chargé de beaucoup d'événements douloureux, d'exigences nombreuses et d'attentes immenses et urgentes ». Il l'a appelé à ne pas se laisser dérouter « par la force des vagues de la démagogie et la tempête du culte de la personnalité ».

Après deux coups de force au Mali voisin, le colonel Doumbouya a conduit le troisième putsch en un an en Afrique de l'Ouest, réalisé en quelques heures au prix d'un nombre indéterminé de vies humaines, les médias faisant état d'une dizaine à une vingtaine de morts.

Vers la restauration d'un pouvoir civil élu ?

Ce coup d'État s'inscrit dans l'histoire tourmentée de ce pays éprouvé, dirigé pendant des décennies depuis l'indépendance par des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Largement condamné par la communauté internationale qui réclame la libération d'Alpha Condé, 83 ans, il a en revanche été salué par des scènes de liesse parmi une population exaspérée par la pauvreté, la corruption et la répression du régime déchu.

Dans l'assistance figuraient les ambassadeurs de Chine et de Russie et de pays africains, ainsi que le président de l'organe législatif de transition au Mali, le colonel Malick Diaw. Plusieurs pays occidentaux avaient limité leur présence à des diplomates de rang moindre. Le colonel Doumbouya a assigné pour mission à cette transition une « refondation de l'État », la rédaction d'une nouvelle Constitution, la lutte contre la corruption, la réforme du système électoral, l'organisation d'élections « libres, crédibles et transparentes » et la « réconciliation nationale ».

La junte a dit qu'elle rendrait le pouvoir aux civils après des élections à la fin d'une période de transition. Mais elle n'a jamais précisé la durée de cette transition, qui doit encore être fixée d'un « commun accord » entre les militaires et les forces vives du pays, ni précisé ses plans.

La junte s'affirme face aux exigences de la communauté internationale

Le colonel Doumbouya, colosse aux manières posées, toujours protégé de près par ses hommes et apparaissant toujours en public en treillis et coiffé de son béret, semble résolu à se

laisser du temps, malgré les pressions internationales, conviennent les analystes.

La Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), inquiète de l'instabilité et d'un effet de contagion dans une région où un certain nombre d'États sont malmenés, a réclamé des élections présidentielle et législatives sous six mois. Elle a décidé de geler les avoirs financiers des membres de la junte et de leur famille et de les interdire de voyage.

Depuis son avènement, celui que les communiqués officiels désignaient déjà comme président de la République avant même son investiture, a multiplié les propos rassurants envers les investisseurs et des partenaires étrangers. Il a garanti le respect des contrats miniers et fait rouvrir toutes les frontières aériennes et terrestres.

La « charte » de la transition confirme le colonel Doumbouya comme le nouvel homme fort de la Guinée, « chef de l'État et chef suprême des armées », qui « détermine la politique de la Nation » et qui « peut prendre des ordonnances ». Le président Doumbouya nommera par décret un Premier ministre de transition, qu'il pourra révoquer.

Cet article est republié à partir de [lepoint.fr](https://www.lepoint.fr). Lire l'original [ICI](#)

L'ONU demande que la lutte

contre l'impunité soit au cœur de la transition politique en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique/Transition

La Représentante spéciale des Nations Unies sur la violence sexuelle dans les conflits, Pramila Patten, a demandé mardi que la justice et la lutte contre l'impunité pour les événements du 28 septembre 2009 en Guinée soient au cœur de la transition politique.

Aujourd'hui marque le 12ème anniversaire du massacre brutal commis à Conakry, la capitale de la Guinée, au cours duquel au moins 156 personnes ont été tuées ou sont portées disparues et au moins 109 femmes et jeunes filles ont été victimes de violences sexuelles, comme l'a documenté une Commission d'enquête internationale mandatée par le Secrétaire général de Nations Unies.

A cette occasion, Mme Patten voudrait rappeler l'engagement formulé par le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD) dans sa première déclaration, suite au coup d'état militaire du 5 septembre 2021, de faire de la justice la boussole qui guidera chaque citoyen guinéen.

« Avec la conclusion des consultations nationales visant à déterminer les priorités de la transition et l'annonce, hier, de l'adoption d'une Charte de la transition, j'exhorte le CNRD à respecter ses engagements en faveur d'une justice impartiale et indépendante, y compris en ce qui concerne les événements du 28 septembre 2009 », a déclaré Pramila Patten dans un communiqué de presse.

Depuis sa création en 2009, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée des violences sexuelles en période de conflit a activement plaidé pour que la responsabilité des auteurs soit établie pour ces crimes. En novembre 2011, le Bureau a signé un Communiqué conjoint avec le gouvernement de Guinée portant sur la lutte contre l'impunité pour les violences sexuelles.

Appui d'une équipe d'experts des Nations Unies

Depuis 2012, l'Equipe d'experts des Nations Unies sur l'Etat de droit et les violences sexuelles fournit un appui technique aux autorités nationales pour faire avancer la justice. Ceci a permis entre autres d'aboutir à la mise en accusation de hauts responsables de l'armée, dont l'ancien Président Moussa Dadis Camara, et la création, en avril 2018, d'un Comité de pilotage pour superviser les préparatifs des procès.

Cependant, malgré certains progrès, la Représentante spéciale regrette profondément que, douze ans après ces atrocités, les procès n'aient pas encore commencé. « Les besoins des victimes de violences sexuelles et d'autres crimes graves restent insatisfaits. Les survivantes continuent de demander justice et réparation, et souffrent de traumatismes physiques et psychologiques, aggravés par la stigmatisation et le rejet de leurs propres familles et communautés », a-t-elle déclaré.

Selon Mme Patten, la transition politique en cours offre une

occasion unique de placer la justice et l'Etat de droit au centre du nouveau chapitre de l'histoire de la Guinée.

« J'appelle tous les acteurs concernés à placer la lutte contre l'impunité pour les événements du 28 septembre 2009 au coeur de la transition afin de garantir que les procès puissent se tenir dans les meilleurs délais, que les auteurs soient tenus responsables et que les victimes reçoivent justice, soutien et réparations. Ce n'est qu'en assurant la justice et la lutte contre l'impunité que l'Etat de droit, l'unité et la cohésion sociale seront renforcés et contribueront à garantir que les horreurs des événements du 28 septembre 2009 ne se reproduisent plus jamais », a dit la Représentante spéciale.

« Mon bureau et les Nations Unies expriment leur solidarité envers les victimes des événements du 28 septembre 2009 et réitérons notre engagement à soutenir les efforts en faveur de la justice et la lutte contre l'impunité », a-t-elle conclu.

Cet article est republié à partir de news.un.org. Lire l'original [ICI](#)

Charte de la Transition: ces dispositions (art. 46 et 55) ne sont susceptibles d'aucune

révision

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Dévoilée ce lundi 27 septembre 2021, la Charte de la transition est désormais le cadre juridique qui détermine la période de la transition en Guinée.

Ce qu'il faut retenir

Missions de la transition

Article 2

- La sauvegarde de l'intégrité du territoire national et la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- La refondation de l'Etat pour bâtir des institutions fortes, crédibles et légitimes garantissant un Etat de droit, un processus démocratique inclusif, apaisé et durable, gage d'un développement social, économique et culturel effectif ;
- L'engagement de réformes majeures sur les plans économique, politique, électoral et administratif ;
- Le renforcement de la cohésion nationale et la poursuite du processus de réconciliation nationale ;
- Le renforcement de l'indépendance de la justice et la lutte contre l'impunité ;
- La promotion et la protection des Droits de l'Homme et des libertés publiques ;
- L'instauration d'une culture de bonne gouvernance et de citoyenneté responsable ;

- L'élaboration d'une nouvelle Constitution et son adoption par référendum ;
 - L'organisation des élections locales et nationales libres, démocratiques et transparentes.
-

Président et membres du CNRD

Le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition.

La présente disposition n'est susceptible d'aucune révision.

Article 46 de la Charte de la transition

Les organes de la Transition

Article 36

- Le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) ;
 - Le Président de la Transition ;
 - Le Gouvernement de la Transition ;
 - Le Conseil National de la Transition.
-

Premier Ministre et membres du Gouvernement

Le Premier Ministre et les membres du Gouvernement ne peuvent faire acte de candidature aux élections locales et nationales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition.

La présente disposition n'est susceptible d'aucune révision.

Article 55 de la Charte de la Transition

Durée de la Transition

La durée de la Transition sera fixée de commun accord entre les Forces Vives de la Nation et le Comité National du Rassemblement pour le Développement.

Article 77 de la Charte de la Transition

Membres du gouvernement et des institutions dissoutes

Les membres du gouvernement et ceux des institutions dissoutes à la date du 05 septembre 2021 ne peuvent être désignés au Conseil National de la Transition.

Article 60 (dernier paragraphe)

L'intégralité de la Charte de la Transition, à télécharger [ICI](#)

Sékou Chérif Diallo

Guinée: les putschistes font bonne mine aux investisseurs

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Gouvernance

Republication Alternatives Economiques n°416 – 10/2021

Les exemptions fiscales accordées aux investisseurs miniers privent l'Etat de recettes, estime le Fonds monétaire international. Les nouveaux maîtres du pays n'ont pas prévu d'y remédier.

On ne plaisante pas avec le portefeuille. Après avoir chassé du pouvoir le président Alpha Condé, qui avait été réélu l'an dernier pour un troisième mandat à l'issue d'un coup de force institutionnel, le colonel Mamady Doumbouya et ses hommes se sont efforcés de rassurer la population guinéenne sur leurs intentions démocratiques.

Dans le même souffle, ils ont aussi envoyé un message aux investisseurs du secteur minier : les contrats signés par les précédentes autorités seront respectés. Et pour cause : les ventes de bauxite, d'or et de diamants à l'étranger représentent plus de 80 % des exportations de la Guinée. Et fournissent 30 % des recettes de l'Etat, selon l'Initiative

pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Panique à Pékin

Rompant d'ailleurs de façon spectaculaire avec sa doctrine de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, le gouvernement chinois s'est opposé au coup d'Etat le 6 septembre et a appelé à la libération du président Alpha Condé qui s'était rapproché du géant asiatique ces dernières années. De fait, Pékin est aujourd'hui extrêmement dépendant de la Guinée, qui lui fournit près de la moitié de son approvisionnement en bauxite, le minerai qui permet de fabriquer l'aluminium dont la Chine est le premier producteur mondial.

Si la bauxite représente environ 60 % de la production minière guinéenne, devant l'or (34 %), et que le pays détient un tiers des réserves mondiales connues, ce n'est pas le seul minerai dont la Guinée soit riche. Elle possède également le plus grand gisement de fer inexploité de la planète, celui de Simandou. Selon le Fonds monétaire international (FMI), lorsque ce gisement, pour lequel une concession de vingt-cinq ans a été accordée en 2019 à un consortium détenu à 90 % par des intérêts privés singapouriens, chinois et guinéens, sera exploité, le pays pourrait devenir le deuxième exportateur mondial. Mais cela suppose des investissements considérables (voie ferrée, tunnels, ponts...), Simandou étant distant de 650 kilomètres de la côte, point d'expédition vers les marchés étrangers.

Contrats juteux

Pour que les investisseurs continuent à mettre de l'argent dans les mines guinéennes, encore faut-il qu'ils aient confiance dans la stabilité du pays, et surtout des contrats. Des contrats qui, ces dernières années il est vrai, ont été fort avantageux pour les partenaires de la Guinée, souligne le FMI. Alors que le code minier a été réformé en 2013, nombre de

dérogations, fiscales surtout, ont été accordées aux investisseurs. Aux yeux du FMI, elles ne se justifient guère, car les concurrents de la Guinée sur le marché de la bauxite n'accordent pas des conditions plus avantageuses et la qualité de son minerai est supérieure à celle de ses rivaux.

Evaluant la gestion publique du secteur minier, l'ONG américaine Natural Resource Governance Institute estime, de son côté, que « *le gouvernement pourrait accélérer la lutte contre les conflits d'intérêts et la corruption en rendant opérationnelles la divulgation de la propriété effective des titres miniers et les déclarations des intérêts financiers des personnels de l'Etat dans les entreprises du secteur* ». A coup sûr. En attendant, les exemptions fiscales accordées aux investisseurs privent l'Etat de recettes. Si elles étaient réduites, calcule le FMI, cela permettrait de multiplier par quatre le budget du ministère de l'Agriculture, par exemple. Or, l'agriculture emploie 60 % de la population, contre 6,5 % pour le secteur minier industriel, dans un pays qui en 2019 se classait au 178^e rang mondial sur 189 pour l'indice du développement humain. Pas tout à fait au sous-sol donc, mais pas loin.

Cet article est republié à partir de alternatives-economiques.fr. Lire l'original [ICI](#).

Concertations nationales :

«Les guinéens attendent et retiennent leur souffle» selon Bah Oury

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Tweet

Dans un tweet, Bah Oury, président de l'UDRG (Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée) se prononce sur le déroulement des concertations nationales organisées par le Conseil National du Redressement pour la Développement (CNRD).

Les concertations entre les nouvelles autorités guinéennes et les forces vives révèlent l'ampleur des pressantes attentes dans le domaine social. En effet la demande sociale longtemps étouffée s'expriment à travers différentes contributions écrites. Que faut-il faire ou proposer?

Bah Oury sur [Twitter](#)



Bah Oury
@bahourykigna



Il faut se garder de tenir des promesses sans une réelle capacité de les honorer. Aussi, il est nécessaire de hiérarchiser les problèmes sociaux qui affectent la population, d'en faire l'inventaire pour élaborer en relation des partenaires bi & multilatéraux un programme d'urgence

11:15 AM · 23 sept. 2021 · Twitter for Android

Le CNRD tirailé entre plusieurs sollicitations doit fixer le cap pour se libérer et éviter d'être la proie des jeux classiques de positionnement et de restauration des privilèges d'hier. Les guinéens attendent et retiennent leur souffle. Il faut se hâter sans aucune précipitation.

En politique, la période de grâce n'est jamais longue, car les impatiences peuvent être légitimes. Frappé par les répressions, les épidémies et la mauvaise gouvernance économique et sociale les guinéens sont fatigués et sont dans une profonde précarité. Il ne faut pas l'oublier !

[@bahourykigna](#) sur [Twitter](#)

La chute du dictateur :

L'épilogue d'une lutte guinéenne [Par Alpha Boubacar BALDE]

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Point de vue

Le dimanche 5 septembre 2021, la longue lutte du peuple de Guinée contre l'ultime mandat d'Alpha CONDE a connu un épilogue avec l'intervention des Forces Spéciales. Cette unité, montée de toutes pièces par le despote Alpha CONDE dans le seul but de garantir la sécurité de son régime s'est rebellée contre lui. Quelle ironie du sort que cette unité mise en place pour mater toutes les contestations qui pourraient ébranler ce régime soit à l'origine de sa chute. Comme le disent les écritures « **les voies du seigneur sont impénétrables** ». En une matinée, Alpha CONDE est passé de ce président perché, méprisant, suffisant et incompetent à un président déchu, hagard, débrayé et pitoyable.

Voilà le triste sort qui attend les despotes qui veulent s'éterniser au pouvoir en dépit de l'opposition des peuples Africains qui aspirent à la démocratie.

L'OPPOSIDENT – L'OPPOSANT "HISTORIQUE"

QUI N'AURA JAMAIS RÉUSSI A ENDOSSER LE COSTUME DE PRÉSIDENT

Les événements du 5 septembre 2021 remettent la Guinée dans une situation identique à celle de 2008 et qui avait conduit à l'élection de Alpha CONDE en 2010 après une transition chaotique dirigée par la junte du CNDD et le duo DADIS – KONATE. Alpha CONDE, qualifié « d'opposant historique », n'aura au final jamais réussi à transcender sa condition d'opposant pour endosser le costume de président. La mue de l'opposant vers le président n'aura jamais été complète faisant de lui une espèce de personnalité politique hybride opposant et président (OPPOSIDENT). En violation de tous les principes pour lesquels il se serait battu pendant plus de 40 ans de lutte politique, l'homme aura succombé à la tentation du mandat ultime. Le mandat de trop. Il aurait mieux fait d'écouter la mise en garde prémonitoire de feu Kéléfa SALL Président de la cour constitutionnelle :

« La conduite de la nation doit nous réunir autour de l'essentiel. Ne nous entourons pas d'extrémistes, ils sont nuisibles à l'unité nationale. Évitez toujours les dérapages vers les chemins interdits en démocratie et en bonne gouvernance. Gardez-vous de succomber à la mélodie des sirènes révisionnistes. Car, si le peuple de Guinée vous a donné et renouvelé sa confiance, il demeure cependant légitimement vigilant ».

Alpha CONDE qui se voulait un mix de Mandela et Obama, le voilà qui finit comme ses compères IBK du Mali, COMPAORE du Burkina...

La Guinée doit mettre fin au cycle de l'impunité de ses dirigeants. Le jugement de Alpha CONDE est l'électrochoc dont notre justice a besoin pour qu'en fin l'assertion « Nul n'est au-dessus de la loi » soit une réalité dans notre appareil judiciaire.

Connaissant la capacité de nuisance de l'homme, sa rancune tenace, sa libération serait une erreur monumentale dans la conduite de la transition. Après avoir été au pouvoir pendant presque 11 ans, qu'il reste en Guinée, son pays. Il appartiendra au président élu à l'issue de la transition de le traduire en justice pour les crimes commis durant son magistère. S'il est reconnu innocent par la justice, il aura droit aux traitements et égards dus à un ancien chef d'état. S'il est reconnu coupable, il purgera sa peine dans l'une des prisons modernes qu'il a fait construire. La Guinée doit mettre fin au cycle de l'impunité de ses dirigeants. Le jugement de Alpha CONDE est l'électrochoc dont notre justice a besoin pour qu'en fin l'assertion « **Nul n'est au-dessus de la loi** » soit une réalité dans notre appareil judiciaire. C'est à ce prix que nous éviterons les éternels recommencements et mettrons fin à l'impunité.

LA GUINÉE À LA CROISÉE DES CHEMINS

La Guinée est encore à la croisée des chemins. Tout comme après les décès d'Ahmed Sékou TOURE en 1984 et Lansana CONTE en 2008, voilà que la Guinée est encore confrontée à une prise du pouvoir par l'armée.

L'expérience de notre pays montre que les deux précédentes irruptions de l'armée dans la sphère politique n'ont pas permis d'ancrer le pays durablement sur le chemin de la démocratie. Ces échecs s'expliquent par un déficit de volonté politique, une élite corrompue et une population attentiste et résignée.

La chute d'Alpha CONDE par l'intervention des forces spéciales nous donne l'opportunité de faire les choses mieux et différemment. Elle nous donne l'opportunité de réussir enfin à mettre le pays sur le chemin de la démocratie et de l'y ancrer durablement. Si le régime d'Alpha CONDE a un mérite, c'est celui d'avoir permis de décanter les Guinéens entre les opportunistes sans moralité et les patriotes qui aspirent à la

démocratie.

Pour réussir cette transition, bien qu'elle soit sous la coupe de la junte du CNRD, il est indispensable qu'elle soit co-dirigée par un Guinéen à la moralité irréprochable. La population doit être vigilante vis-à-vis de l'instance de la transition le CNRD. Cette instance doit avoir pour unique vocation, de conduire la transition et l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives. Pour atteindre cet objectif, voici une liste non exhaustive d'actions prioritaires à mettre en œuvre.

- Réunir un collège de juristes pour faire le toilettage de la constitution de 2010.
- Mettre en place une Assemblée Constituante de Transition (ACT) constituée des différentes couches sociales de notre société pour légiférer durant la période de transition.
- Remeubler les différentes institutions de la République par des individus intègres et foncièrement patriotes.
- Écarter de manière définitive de l'administration Guinéenne tous les ministres, hauts cadres et responsables d'institutions et de régies financières qui n'ont pas ouvertement désapprouvé le changement constitutionnel et le 3ème mandat.
- Reconstruire à partir de zéro un nouveau fichier électoral et remeubler la CENI avec des commissaires techniques uniquement.
- Faire des audits financiers des différents départements et régies financières en vue d'inculper les responsables indéliques.
- Inculper l'ancien Président pour les crimes commis durant ses mandats ou à défaut l'assigner en résidence jusqu'à l'élection d'un Président démocratique.
- Mettre en place un gouvernement de mission, des techniciens avec pour unique objectif la gestion des affaires courantes sans agendas politiques cachés.

- Écarter et inculper les responsables de la sécurité en charge des unités qui réprimaient les manifestations politiques et sociales durant les 10 dernières années et contre le 3ème mandat.
- Faire des enquêtes sur les patrimoines immobiliers des anciens dignitaires et remettre dans le portefeuille du patrimoine public tous les biens acquis frauduleusement durant les 10 dernières années.
- Moraliser la vie publique.
- Mettre en place une commission vérité réconciliation pour purger notre pays de son passé qui le hante.

Faire l'économie de ces actions serait nuire à la mise en place des bases indispensables à l'état de droit et l'instauration d'une véritable démocratie.

LA CEDEAO ET L'UA, QUELLE INDIGNITÉ

Ces institutions sanctionnent la Guinée en la suspendant. La CEDEAO et L'UA, voilà des organisations auxquelles le peuple martyr de Guinée a demandé secours pour empêcher le changement constitutionnel et le troisième mandat. Des organisations qui n'ont pipé mot lorsque Alpha CONDE massacrait les Guinéens pour imposer sa constitution sur mesure et un troisième mandat en violation des principes constitutionnels et de ses serments. Les voilà maintenant qui suspendent la Guinée et qui exigent la libération du despote responsable de la mort de près de 300 morts en 11 ans et le retour à l'ordre constitutionnel. À quel ordre constitutionnel la CEDEAO fait elle allusion ?! Même la pseudo constitution imposée en 2020 au prix du sang lors d'un référendum frauduleux a fait l'objet d'un faux lors de sa promulgation. Que la CEDEAO nous dise alors à quelle ordre constitutionnel elle fait allusion...

QUELLE INDIGNITÉ !

Il semble que, la délégation de « HAUT NIVEAU » dépêchée à Conakry par le syndicat de « FAYOTS » de la CEDEAO ait obtenu

du CNRD, l'accord de principe pour la libération et l'exil d'Alpha CONDE. Cette information, si elle est avérée, serait une erreur d'appréciation de la part du CNRD.

Voilà de quoi sont capables ces organisations qui ont failli à leur mission. Au lieu d'être au service des peuples elles sont inféodées aux chefs d'états. À la place des chartes fondatrices de ces organisations, leurs actions sont surtout motivées par les intérêts égoïstes et mercantiles des chefs d'Etat. Pour la volonté des peuples : « circulez il n'y a rien à voir... »

Dans la composition de cette délégation de « HAUT NIVEAU », la CEDEAO n'a pas trouvé mieux que d'inclure Alpha BARRY ministre des AE du Burkina et Ex-conseiller spécial d'Alpha CONDE durant 5 ans (2011-2016). C'est vous dire tout l'intérêt que l'organisation porte à l'impartialité du compte rendu de cette délégation.

QUELLE INDIGNITÉ !!!

La CEDEAO et l'UA qui sont restées aphones aux souffrances et tueries des Guinéens devraient avoir un peu de décence et se taire. Elles étaient absentes durant la lutte du peuple martyr de Guinée. Maintenant qu'un membre de leur corporation de despotes est déchu, ces organisations ont soudain un intérêt pour le respect de l'ordre constitutionnel.

QUELLE INDIGNITÉ !

Le CNRD ne devrait pas céder à ces institutions qui n'ont jamais été du côté du peuple. La seule raison de leur implication est la volonté de libérer leur complice Alpha CONDE rien d'autre. Qu'elles ne lui (CNRD) imposent aucun agenda ni chronogramme. Elles sont totalement étrangères aux réalités de notre pays. Que le CNRD prenne le temps de faire les choses bien pour qu'enfin nous sortions du cycle des éternels recommencements.



Alpha Bakar Le Kaizer
Un citoyen concerné

Edito: comment profiter de l'expertise de certains leaders politiques ?

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Conduite de la transition

Les transitions politiques échouent parce qu'il y a une focalisation parfois naïve sur des schémas calqués et dont l'efficacité a déjà montré ses limites. « Gouvernement d'union nationale » « gouvernement de consensus » ... tout tourne autour de : comment mettre en place un gouvernement de transition ? Certes, il faut bien sûr un gouvernement pour assurer la continuité de l'Etat. Mais, il faut surtout des hommes et

femmes pour produire de la matière à agir permettant aux futurs ministres de travailler sur la base de recommandations précises. Pour ce faire, les leaders politiques peuvent aider. Non sur des questions strictement politiques, mais ils peuvent apporter leur expertise dans les domaines de la gestion de l'état en général. A cet effet, nous suggérons la mise en place de commissions spécifiques qui travailleront sur des questions spécifiques adaptées en période de transition politique.

Une commission dépenses et recettes de l'administration publique

Pour réussir une transition, il faudrait maîtriser la gestion de l'argent public. Cette commission aura pour mission d'aider à la prise de décision concernant les dépenses essentielles en période de transition et proposer des solutions adaptées pour la mobilisation et la sécurisation des recettes publiques. Cette commission travaillera directement avec le ministre de l'économie et toutes les régies financières. Sidya Touré, leader de l'UFR pourrait efficacement diriger cette commission pour une durée de 6 mois. Il sera accompagné dans cette mission par une équipe de dix experts nationaux. Son parti politique est assez bien structuré et regorge de compétences capables d'assurer la continuité des activités strictement politiques du parti durant cette période.

Une commission audits et anti-corruption

Pour plus d'efficacité, les acteurs de la transition doivent procéder à l'audit du régime déchu. Cette commission d'experts aura pour mission d'aider à enquêter sur les affaires de malversations financières des onze dernières années. Elle aura six mois pour présenter un rapport et permettre à la justice d'engager les procédures. Cellou Dalein Diallo, leader de l'UFDG pourrait efficacement diriger cette commission. Comme l'UFR, l'UFDG peut être piloté sur le plan politique par d'autres cadres du parti durant cette période.

Une commission mines et partenaires techniques et financiers

L'assurance des acteurs miniers est essentielle pour permettre aux autorités de la transition de mener à bien leur mission. Cette commission, en plus de maintenir la confiance entre les acteurs du secteur et les nouvelles autorités, elle aura pour mission de procéder au toilettage du secteur. Depuis l'arrivée de Alpha Condé au pouvoir, ce secteur des mines a été au cœur des plus grands scandales financiers. La commission travaillera avec la commission audit pour établir une cartographie réelle des exploitations minières existantes et des permis miniers en circulation. Elle aura aussi pour mission d'aider à rassurer les partenaires techniques et financiers sur la nécessité d'accompagner le pays durant cette période de transition. Cette commission travaillera avec tous les ministres concernés. Lansana Kouyaté, président du PEDN pourrait efficacement diriger cette commission pour une durée de 6 mois.

Une commission fichier électoral

Sa mission sera d'aider à l'élaboration d'un fichier électoral. Pour ce faire, la commission aura une branche technique et dirigera toutes les opérations. En utilisant les ressources du ministère de l'administration du territoire (qui sera chargé de l'organisation des prochaines élections), la commission remplacera la CENI (qui devrait disparaître) en ce qui concerne l'élaboration du fichier électoral. L'ancien ministre et journaliste Justin Morel Junior pourrait efficacement diriger cette commission. Elle sera composée d'experts électoraux essentiellement.

Une commission poursuites judiciaires et proposition de réformes

Sa mission sera de faire l'état des lieux du secteur. Toutefois, vu le temps d'une transition, les grandes réformes de la justice viendront après la transition. Cette commission

sera chargée essentiellement de faire des propositions notamment sur le choix du personnel judiciaire (procureurs, juges ...). Ces procureurs, juges et auxiliaires de justice identifiés et nommés se chargeront de l'organisation des premiers procès notamment sur les dossiers économiques (détournements de deniers publics, corruption ...). Quant aux dossiers criminels, les autorités post transition se chargeront des poursuites et de l'organisations des procès. Cette commission aura aussi comme mission, l'élaboration d'un document de propositions de réformes du secteur de la justice. L'avocat Maître Mohamed Traoré pourrait efficacement diriger cette commission.

Une commission constitution et referendum

C'est une commission centrale du dispositif de la transition. Sa mission sera d'aider à la rédaction d'une nouvelle constitution et sa soumission au referendum. Bah Oury, président de l'UDRG pourrait efficacement diriger cette commission. Elle sera composée essentiellement de juristes constitutionnalistes.

Une transition est limitée dans le temps. Il revient aux acteurs de définir un chronogramme réaliste en tenant compte de la gigantesque mission qui consiste tout d'abord à « fabriquer » un instrument juridique (Constitution) essentiel pour une nation. Deux ans suffiront pour mettre en place les bases indispensables pour sortir de cette série de crises multidimensionnelles. Il est important que la gestion de cette transition soit inclusive car l'exclusion alimente les suspicions et crée des tensions. En sollicitant les services des leaders politiques et autres personnes ressources, pour aider à gérer la transition, cela engendrera une dynamique collective qui brisera toutes les barrières fabriquées pour diviser les guinéens. Pour une fois, faisons les choses correctement.

Sékou Chérif Diallo

SCAN : les réactions de quelques acteurs politiques après la chute de Alpha Condé

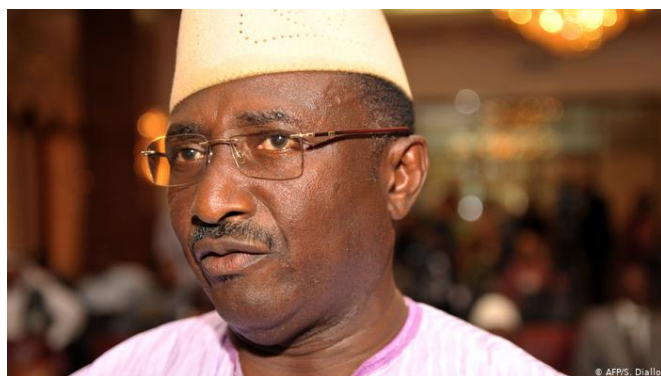
écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



SCAN

Sidya Touré, Président de l'UFR

« Je ne vois pas pourquoi je vais bouder mon plaisir pour cela. Alpha était devenu un problème pour la Guinée. La paupérisation avait vraiment gangréné le pays, les guinéens étaient exténués, fatigués et dans la misère absolue. Et c'était quelque chose qui est intolérable pour un pays où il y a un potentiel énorme. »



La source [ici](#)

« Je peux dire « *franchement pas* ». Simplement, nous

l'espérons tellement qu'on se disait que cela n'arriverait jamais. Mais les conditions étaient réunies pour que quelque chose comme ça se passe en Guinée. Avec la mauvaise gouvernance qu'on a eue, la déliquescence des institutions, la division qu'il a instaurée au sein des Guinéens, je pense que tout était prêt pour que l'on se retrouve dans une situation comme celle-là. Nous le regrettons, nous qui l'avons bien connu, on estimait qu'à un moment donné, à la fin de ces 10-11 ans, il aurait vraiment pris conscience de la situation dans laquelle il avait plongé le pays. Mais apparemment, non. Et il était aidé en cela par quelques journalistes alimentaires, dès fois même venus d'Occident. »

La source [ici](#)

Bah Oury, Président de l'UDRG, Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée



« L'irruption des militaires du CNRD sur la scène politique, junte qui a renversé le régime du Président Alpha Condé était prévisible. Dans son obstination à obtenir un 3^{ème} mandat anti-constitutionnel M. Alpha Condé a suscité une accumulation de crises en Guinée. »

La source [ici](#)

« Ce qui s'est passé le 5 septembre, je ne dirai pas que c'est un putsch. Pour moi, c'est une rectification constitutionnelle. Le coup d'Etat a été organisé en 2020, quand le régime d'Alpha Condé a, de manière cavalière, procédé à un changement constitutionnel pour se maintenir au

pouvoir. »

La source [ici](#)

Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG et L'ANAD



« Je suis soulagé et un peu inquiet. Soulagé parce que, vraiment, l'armée nous a débarrassés d'une dictature. Alpha Condé s'est emparé du pouvoir en modifiant la Constitution et en violant donc son serment. Ensuite, c'est un hold-up électoral qu'il a opéré le 18 octobre 2020. Si bien qu'il n'y avait plus d'issue. [] Ensuite, je suis inquiet parce que, d'habitude, lorsque les militaires viennent au pouvoir, souvent ils restent plus longtemps que prévu. [] »

La source [ici](#)

« L'ANAD prend acte de la déclaration de prise de pouvoir du CNRD. [] les motifs qui fondent son action salvatrice et leur finalité se confondent avec les aspirations de l'ANAD que sont le rassemblement de notre nation, la refondation de notre État, la lutte contre la corruption et l'impunité. C'est pourquoi le CNRD peut compter sur le soutien de l'ANAD dans l'effort qui vise à construire une démocratie apaisée dans notre pays ».

La source [ici](#)

RPG-ARC-EN-CIEL, parti de l'ex président Alpha Condé



« Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, ont suivi de très près les événements de dimanche 5 septembre 2021 qui ont débouché sur l'avènement de nouvelles autorités à la tête du pays. Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, prennent acte de la situation de fait accompli. »

La source [ici](#)

Chute de Alpha Condé : quelques titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Analítica

Golpistas de Guinea anuncian un gobierno de unidad para liderar la transición

El coronel Mamady Doumbouya, anunció hoy que se creará un gobierno de unidad nacional para liderar la transición tras el golpe de Estado

EFE · 6 septiembre, 2021

0

Si te gustó, ¡comparte!



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Golpistas de Guinea anuncian un gobierno de unidad para liderar la transición](#)

SBS NEWS

Leaders of military coup in Guinea promise to form national government

Sunday's coup is the third since April in West and Central Africa, raising concerns about a slide back to military rule in a region that had made strides towards multi-party democracy since the 1990s.



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Leaders of military coup in Guinea promise to form national government](#)

VOA STUDIO 7



Studio 7 
@Studio7VOA

...

Soldiers, who toppled President Alpha Conde of Guinea on Sunday, say the deposed leader accused of running down the country, is detained at an army barrack. (Photos: Reuters/AFP) [@nickmangwana](#) [@edmnangagwa](#) [@nelsonchamisa](#) [@BitiTendai](#) [@zenzele](#) [@PedzisaiRuhanya](#)

[Traduire le Tweet](#)



Cliquez sur ce lien pour lire l'article

[@Studio7VOA](#)

LA CROIX



Accueil > Monde

En Guinée, Alpha Condé « seul responsable de sa chute » Abonnés

Analyse La junte au pouvoir depuis dimanche 5 septembre a suspendu les institutions et le gouvernement. Elle a justifié son coup d'État en raison de la crise économique et de la mauvaise gouvernance qui frappent le pays. Alors que la Guinée dispose d'un sous-sol extrêmement riche, la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Laurent Larcher, le 06/09/2021 à 18:00 Modifié le 06/09/2021 à 19:31

Lecture en 3 min.

Cliquez sur le titre pour lire l'article

[En Guinée, Alpha Condé « seul responsable de sa chute »](#)

France 24

Coup d'État en Guinée : la prévisible chute du président Alpha Condé



Publié le : 06/09/2021 - 19:21



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Coup d'État en Guinée : la prévisible chute du président Alpha Condé](#)

Elcooperante


Golpe de Estado en Guinea: militares detienen al presidente y toman el poder


El coronel pidió a otros soldados que "se pongan del lado de la gente" y se queden en sus cuarteles

Por **El Cooperante** Publicado hace 1 día



LO MÁS RECIENTE TENDENCIAS

 PCV pide al CNE una audiencia para discutir inhabilitación po de Eduardo Samán

 Abogada egresada de la UCV ofrece asesoría jurídica a carr de medicamentos para su ma

Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Golpe de Estado en Guinea: militares detienen al presidente y toman el poder](#)

Courrier international

Domino. En Afrique de l'Ouest et centrale, la contagion des coups d'État

AFRIQUE > POLITIQUE > GUINÉE > MALI > TCHAD > COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 08/09/2021 - 15:18



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[En Afrique de l'Ouest et centrale, la contagion des coups d'État](#)

France 24



Coup d'état en Guinée, libération des prisonniers politiques

Les opposants politiques de l'ex-président de Guinée Alpha Condé ont été libérés par les militaires. Une réunion du peuple guinéen qui doit encore se traduire par l'organisation d'élections libres.

Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Guinée : les militaires responsables du coup d'état ont libéré les opposants politiques de l'ex-président Alpha Condé](#)

Senepus

PAR FADEL DIA

ALPHA CONDÉ OU DE MANDELA À MUGABE

Il est plus court, sa pente plus glissante qu'on ne croit, le chemin qui mène de Mandela à Mugabe et la brutale chute d'Alpha Condé. Illustration de cette vérité selon laquelle le pouvoir change un homme et le pouvoir absolu le change absolument

Fadel Dia | Publication 08/09/2021

SudQuotidien



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Alpha Condé ou de Mandela à Mugabé](#)

The east african

Guinea putchists release first batch of 'political detainees'

WEDNESDAY SEPTEMBER 08 2021



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Guinea putchists release first batch of 'political detainees'](#)

Le journal de l'Afrique

Accueil > L'Afrique d'aujourd'hui

Après le coup d'Etat en Guinée, quel sort sera réservé à Alpha Condé ?

— mercredi 8 septembre 2021, à 14:48 Dans L'Afrique d'aujourd'hui



Taux de change

100 Euro

Euro

Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Après le coup d'Etat en Guinée, quel sort sera réservé à Alpha Condé ?](#)

Arab News

SAUDI ARABIA

MIDDLE EAST

WORLD

BUSINESS

MEDIA

LIFESTYLE

PODCAST

LATEST NEWS / **Lifestyle**

Expo 2020 and Dubai's Alserkal arts hub team up on cultural program

Home / West African bloc holds crisis meeting after Guinea coup

West African bloc holds crisis meeting after Guinea coup



Cliquez sur le titre pour lire l'article

[West African bloc holds crisis meeting after Guinea coup](#)

The Africa Report

IN DEPTH



Guinea Coup – the Fall of Alpha Condé

<https://www.theafricareport.com/tag/coronavirus/>

Cliquez sur le titre pour lire l'article

[Guinea Coup – the Fall of Alpha Condé](#)

Revue de presse de Sékou Chérif Diallo

Edito : Après la chute du dictateur, le scénario de la suite

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Se préparer à vivre une période de confusion, de suspicions et de dérapages avant de retrouver le bon chemin.

Les coups d'état ont un cheminement presque identique.

Acte 1: les nouveaux maîtres cherchent l'adhésion populaire (facile à obtenir dans un contexte de ras-le-bol général).

Acte 2: il faut trouver les ressources humaines pour assurer la continuité de l'état. Les premiers coups commencent à ce niveau. Les populations ont des préférences, des profils, voire des noms de cadres qui ont su garder une certaine crédibilité dans un environnement de "tous pourris", mais elles ont surtout des noms à bannir, des cadres (fonctionnaires et autres courtisans de palais) à effacer du répertoire politique national. Le plus souvent, les nouveaux maîtres ont aussi des accointances avec certains de ces indésirables car les talents particuliers de ces derniers sont le plus souvent utiles pour une junte qui ambitionnerait de se "sucrer" avant de partir tout en assurant ses arrières par une transmission négociée du pouvoir. Le choix des collaborateurs sera le premier indicateur qui définira l'évolution du capital confiance.

Acte 3: mobiliser les ressources financières. Ils le savent, les audits pour récupérer l'argent « détourné » prennent du temps, les investisseurs attendent d'avoir une certaine lisibilité, les partenaires financiers demandent des garanties..., le tout dans un contexte où l'état avait déjà du mal à mobiliser des ressources internes. La solution classique

avec son lot d'opacité consiste à se tourner vers des potentiels parrains financiers nationaux ou étrangers ou les deux à la fois. En contrepartie, la main qui donne est celle qui dicte les choix politiques. Le plus souvent, ces choix politiques trahissent les objectifs de départ.

Acte 4: l'impossible collaboration avec l'opposition politique. Je pouvais dire "difficile collaboration". Mais non, elle sera "impossible". Même si, dans un premier temps, chaque camp jouera le jeu habituel du consensus de façade mais très vite, ils reviendront à leur nature "moi et personne d'autre".

En prenant acte de la nouvelle situation, la classe politique compte jouer un rôle de premier plan dans cette nouvelle configuration. Elle part du principe qu'**une transition est limitée dans le temps**, et à terme, les nouveaux maîtres doivent quitter pour laisser les compétiteurs politiques "agréés" sur le ring avec un arbitrage impartial. Mais l'histoire politique guinéenne nous enseigne que rien ne se passe comme prévu. La durée de la transition (les premiers signes du divorce), les acteurs, les instruments, le chronogramme, les priorités, les manœuvres politiques ... tous ces éléments contribuent à alimenter les suspicions et conduisent le plus souvent vers une impasse. Surtout si les nouveaux maîtres possèdent un agenda de transmission du pouvoir en torpillant les règles du jeu démocratique. C'est du déjà vu et du déjà vécu.

Acte 5: la conjoncture économique s'invite dans les ménages. Pour un spécialiste, les effets du changement se sentiront au bout de plusieurs mois voire des années. Pour le citoyen lambda, la chute du régime Condé doit se traduire par l'amélioration des conditions de vie des populations. La transition n'est pas une période de développement, c'est l'analyse de l'intellectuel. Le peuple qui est sorti le 6 septembre est le même peuple qui sortira pour exprimer de nouveau son ras le bol. L'attitude des nouvelles autorités

face à une telle éventualité définira la trajectoire de cette nouvelle aventure aux innombrables incertitudes.

Acte 6: retour à la case départ ou le début d'une véritable rupture.

Et la justice ? Quand ? Avec quels acteurs (les nouveaux maîtres ou ceux post transition) ? Quels dossiers ? Quel ordre de priorité ?

Certes, des exceptions existent et j'espère me tromper. Cependant, il est évident qu'ils (les nouveaux maîtres) ne feront pas pire que le régime Alpha Condé car le record de ce dernier en termes d'exactions, de violences, de corruption, de médiocrité est difficilement atteignable.

Mais vu l'ampleur des dégâts incommensurables dans la société guinéenne, il nous reste encore des périodes de tâtonnements et d'errements politiques avant de retrouver le bon chemin, en d'autres termes, soigner une société profondément malade dans l'espoir de «fabriquer» le guinéen nouveau. Désolé de gâcher la fête au lendemain de la chute du dernier dictateur des rivières du sud mais gardons toujours notre lucidité tout en restant optimiste.

Sékou Chérif Diallo

Alpha Condé: la chute d'un dictateur

écrit par GuineePolitique© | 9 novembre 2021



Politique

Plusieurs soldats mutins des forces spéciales guinéennes ont annoncé, dimanche, en Guinée, à la télévision nationale, la dissolution de la Constitution et du gouvernement dans ce qui s'apparente à un putsch. Mais le ministère de la Défense guinéen a déclaré que les forces de sécurité étaient en train de rétablir l'ordre.

En [Guinée](#), des officiers des forces spéciales ont affirmé, dimanche 5 septembre, avoir capturé le chef de l'État Alpha Condé et avoir dissous les institutions, mais une grande confusion régnait à Conakry sur qui était maître de la situation.

Le ministère de la Défense a ainsi assuré avoir repoussé l'attaque des forces spéciales contre la présidence, malgré la diffusion d'une vidéo montrant le président Condé entre les mains des putschistes.

“Nous avons décidé après avoir pris le président, qui est actuellement avec nous (...) de dissoudre la Constitution en vigueur, de dissoudre les institutions; nous avons décidé aussi de dissoudre le gouvernement et la fermeture des frontières terrestres et aériennes”, a déclaré le chef des forces spéciales, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, au côté de putschistes en uniforme et en armes, dans une vidéo adressée à un correspondant de l'AFP.

Dans une interview exclusive accordée à France 24, Mamady Doumbouya a également affirmé que ses hommes détenaient Alpha Condé. "Le président est avec nous. Il est dans un lieu sûr. Il a déjà vu un médecin", a-t-il déclaré. Dénonçant la "gabegie", le lieutenant-colonel Doumbouya, drapé dans un drapeau guinéen, a ensuite réitéré cette déclaration à la télévision nationale peu après 14 h GMT, interrompant les programmes habituels.

Les putschistes ont également diffusé une vidéo, non authentifiée, du président Condé entre leurs mains. Ils lui demandent s'il a été maltraité, et Alpha Condé, en jeans et chemise froissée dans un canapé, refuse de leur répondre.

"Les forces de l'ordre affirment que les frontières sont fermées, que la Constitution est dissoute. Dans quelques heures, ils mettront un gouvernement de transition en place. [Mamady Doumbouya] a exigé qu'on signale qu'ils ne sont pas là pour s'éterniser au pouvoir mais pour planifier une transition", a expliqué, dimanche, Malick Diakité, correspondant de France 24 à Conakry.

Des tirs soutenus et des militaires dans les rues

De son côté, le ministère de la Défense a affirmé dans un communiqué que "les insurgés (avaient) semé la peur" à Conakry avant de prendre la direction du palais présidentiel, mais que "la garde présidentielle, appuyée par les forces de défense et de sécurité, loyalistes et républicaines, ont contenu la menace et repoussé le groupe d'assaillants".

Tôt dans la matinée, des tirs nourris d'armes automatiques avaient retenti sur la presqu'île de Kaloum, centre névralgique de Conakry, où siègent la présidence, les institutions et les bureaux d'affaires de ce pays d'Afrique de l'Ouest en proie depuis des mois à une grave crise économique

et politique.

La présence des forces armées dans les rues, a été confirmée par Malick Diakité notre correspondant. “La population est massivement sortie dans la rue. Les forces de l’ordre sont en train de se promener dans la rue avec des blindés et ils sont applaudis par la population”, rapporte-il.

“J’ai vu une colonne de véhicules militaires à bord desquels des soldats surexcités tiraient en l’air et entonnaient des slogans militaires”, a déclaré à l’AFP une habitante du quartier de Tombo, proche du centre de la capitale. “Les soldats étaient tous cagoulés” et se dirigeaient vers Kaloum, a-t-elle précisé sous le couvert de l’anonymat pour des raisons de sécurité.

Au moins deux blessés, selon des témoins

Un habitant de la banlieue de Coléah a indiqué à l’AFP avoir “entendu des tirs” tôt dans la matinée. “Je me suis précipité vers la fenêtre, j’ai vu des jeeps militaires qui roulaient à vive allure vers le centre de Kaloum”, a-t-il dit.

Les tensions pourraient avoir été provoquées par une tentative de mise à l’écart du commandant des forces spéciales, sur fond de jalousies au sein des forces armées envers cette unité bénéficiant de moyens supérieurs aux autres forces de sécurité, a expliqué un diplomate occidental s’exprimant sous le couvert de l’anonymat.

Des habitants joints au téléphone à Kaloum ont fait état de tirs soutenus, disant avoir vu de nombreux soldats intimant aux résidents de rentrer chez eux et de ne pas en sortir. Selon des témoins contactés par Reuters, deux civils au moins ont été blessés par balles.

[Alpha Condé](#), qui est âgé de 83 ans, a été réélu en octobre dernier pour un troisième mandat de cinq ans à la suite d’une réforme de la Constitution vivement critiquée par

l'opposition. Plusieurs dizaines de personnes sont mortes dans des [violences liées au scrutin](#).

Cet article est republié à partir de france24.com sous le titre: *Guinée : les forces spéciales affirment détenir le président Alpha Condé*. Lire l'original [ici](#). Avec AFP et Reuters
